À l'initiative du CNDF et de Femmes Solidaires

Appel à la mobilisation pour les droits des femmes le 17 octobre 2009 à Paris

17 OCTOBRE 2009

POUR LES DROITS DES FEMMES

APPEL À LA MOBILISATION

PARIS

En France, en 2009, les femmes perçoivent des salaires inférieurs de 21 % à ceux des hommes, elles représentent 80 % des travailleurs pauvres, assurent l'essentiel du travail ménager et de l'éducation des enfants. 85 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes et leurs retraites sont en moyenne inférieures de 600 € par mois. Une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint. Une femme est violée toutes les 10 minutes.

En situation de crise…
Notre pays connait une crise sans précédent de par sa longévité et la brutalité de ses attaques sur nos vies. Personne n'est épargné, jeunes, retraité-es, actifs, chômeurs, migrant-es… Dans cette situation d'une violence inouïe, les femmes sont une fois de plus en première ligne des mauvais coups : précarité, inégalité salariale, travail à temps partiel imposé, chômage…
Alors que le gouvernement remet en cause des acquis sociaux du Conseil National de la Résistance largement portés par les femmes, ces dernières suppléent à la diminution des missions de services publics.

Le respect des droits des femmes est fondamental.
La défense des droits des femmes a tendance à être reléguée au second plan alors qu'elle serait une réponse sociale à la crise. Nous avons toutes et tous intérêt à l'égalité. Nous devons remettre l'égalité des droits sur le devant de la scène. La lutte contre les préjugés sexistes et l'homophobie doit être au coeur des projets du service public de l'Éducation Nationale pour répondre pleinement aux aspirations d'une future société égalitaire. Femmes et hommes, dans l'unité, nous imposerons d'autres choix au gouvernement et à l'ordre mondial pour faire reculer la casse de tous les acquis obtenus par nos luttes au XXe siècle.

Nous sommes mobilisées pour :
LA LIBERTÉ de disposer de son corps. Notre corps nous appartient : il faut garantir le droit à la contraception, à l'avortement partout sur le territoire, ainsi que le droit, pour toutes et pour tous, de choisir sa sexualité.
L'AUTONOMIE financière et du temps pour vivre : il est grand temps que des mesures contraignantes soient prises pour rendre effective l'égalité dans le monde du travail. Cela passe également par une répartition égale des tâches ménagères, aujourd'hui assumées à 70 % par les femmes.
LA DIGNITÉ avec le vote et l'application de la loi cadre contre les violences faites aux femmes, loi déposée au Parlement par le Collectif National Droits des Femmes. De nombreuses femmes sont victimes de violences, uniquement parce qu'elles sont femmes. 48 000 femmes sont violées chaque année en France (source : ENVEFF) et des milliers sont victimes de la prostitution qui est une véritable violence faite aux femmes.
LA LAÏCITÉ est un fondement de notre société que l'on ne doit pas remettre en cause pour garantir les droits des femmes. La lutte contre le sexisme passe par la défense d'une société qui repose sur la séparation des Églises et de l'État. Nous refusons que des réactionnaires et intégristes de tous poils, encouragés par certains responsables religieux remettent en cause nos droits.
L'ÉGALITÉ dans la vie politique, économique et sociale. Nous voulons l'application stricte des lois régissant les mesures contre les discriminations sexistes et lesbophobes. Alors que les inégalités sont si fortes entre les femmes et les hommes, les services publics constituent également un élément déterminant pour les femmes dans l'accès aux soins, à l'école et aux services de la petite enfance.
LA SOLIDARITÉ dans la lutte pour les droits des femmes du monde entier et égalité pour les femmes migrantes venues en France qui subissent une double discrimination. La France doit véritablement être une terre d'asile pour les femmes victimes de violences et de mutilations génitales à travers la planète.

Pour en savoir plus
www.collectifdroitsdesfemmes.org
www.femmes-solidaires.org
www.mobilisationdroitsdesfemmes.com

À l'initiative du CNDF et de Femmes Solidaires

Appel à la mobilisation pour les droits des femmes le 17 octobre 2009 à Paris

Les premiers signataires

- Alternative Libertaire
- ANCIC
- APEIS
- ATTAC
- AWSA-France (Arabian Women Solidarity Association)
- Association Droits des Femmes XXe
- Caféministes de la nouvelle éducation populaire 26
- CADAC
- Chiennes de garde
- Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes «Ruptures»
- CGT
- CGT-Jeunes
- Collectif 13 DDF
- Coordination Lesbienne en France
- CQFD-Fierté lesbienne
- Espace Simone de Beauvoir de Nantes
- Fédération IFAFE (Initiatives des Femmes Africaines de France et d'Europe)
- Féministes Laïques Algériennes et Iraniennes
- Femmes Libres
- Femmes en Noir
- FNSF
- Forum Femmes Méditerranée
- FSU
- Gauche Alternative 54
- Gauche Unitaire
- IFE France
- LDH
- LFID (Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie)
- LMDE
- Les Alternatifs
- Les Jeunes Radicaux de Gauche
- Les Jeunes Verts
- Les Verts
- Maison des Babayagas
- MFPF
- Mix-Cité Orléans
- Mix-Cité Paris
- MJS
- MMF
- MRAP
- Négar
- NPA
- Organisation de Femmes Égalité
- Paroles de Femmes
- PCF
- Parti de Gauche
- PS
- Pluri-Elles Algérie
- RAJFIRE
- Réseau Féministe «Ruptures»
- SOS Femme Alternative
- SOS SEXISME
- Sud Étudiant
- UGICT-CGT
- UGICT-CGT des Organismes sociaux
- UNEF
- UNL
- Union Syndicale Solidaires
- Utopia



Depuis la fin du 19e siècle, et même avant, les femmes se battent pour accéder à l'égalité des droits. Le Mouvement de Libération des Femmes, mouvement social de fond, a bousculé la société contemporaine. De fait, grâce au caractère combatif et incisif du MLF, dans une période propice aux luttes sociales, l'égalité des droits a été obtenue. Égalité formelle des droits, oui, mais pas égalité réelle ! Les inégalités ne sont plus dans le code civil ou pénal parfois, mais sont encore bien présentes dans la vraie vie ! La liste en est connue : bas salaires, temps partiels, chômage, retraites inférieures, familles mono parentales, sont avant tout l'apanage des femmes. On peut compléter le tableau, de façon non exhaustive, par le peu de place accordé aux femmes dans la représentation politique ou par les violences qu'elles subissent.

Bref, le compte de l'égalité n'y est pas !

La crise financière, économique et sociale ne fera qu'aggraver la situation : ce sont toujours les plus fragiles qui sont encore plus fragilisés. Et quand on voit l'obstination d'un Sarkozy à démanteler la Fonction et les services publics, il y a de quoi s'inquiéter : les femmes doivent déjà par exemple, aux deux bouts de la chaîne, pallier les carences d'un véritable service public de la petite enfance et l'absence notable d'un service public national pour les personnes âgées.

Certes, le pays résiste, résistance dont nous sommes partie prenante, nous qui savons conjuguer lutte pour les droits des femmes et lutte pour le maintien des acquis sociaux. Mais nous ressentons le danger de voir la lutte pour l'égalité femmes/hommes passer au second plan au profit de la lutte contre les discriminations et pour la diversité, comme le prouve la disparition du Service pour les Droits des Femmes et de l'Egalité. Pour éviter cette régression majeure, pour la reconnaissance de la lutte pour les droits des femmes, il nous faut réaliser l'unité. D'autant plus que les idées et les combats féministes ont cheminé. Ils irriguent actuellement les syndicats, les partis politiques de gauche et d'extrême gauche et ce depuis des années déjà.

Seule cette unité, qui doit perdurer, pourra constituer un barrage réel à la régression de la situation des femmes, à la reconquête du lien social. La lutte difficile mais efficace des travailleuses et travailleurs sans papiers pour leur régularisation en apporte la démonstration.

C'est pour cette raison que nous vous appelons à construire ensemble une grande manifestation nationale pour les droits des femmes le 17 octobre prochain. Celle-ci sera notre apport commun à la reconquête du lien social, et constituera un élément de sortie de crise. Elle se déclinera selon six thématiques : liberté de disposer de son corps au travers notamment d'un véritable accès à l'avortement et la contraception , autonomie financière au travers de vrais emplois, de vrais statuts, des salaires décents et du temps pour vivre, dignité avec le vote et l'application de la loi-cadre contre les violences faites aux femmes et avec la reconnaissance des droits des lesbiennes, égalité dans la vie politique, économique et sociale, laïcité avec aucune ingérence des intégrismes religieux dans nos vies ou contre nos droits, solidarité dans la lutte pour les droits des femmes du monde entier et l'égalité pour les femmes étrangères en France.